

La politique économique de la Tunisie est solide, a affirmé Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire international. D'excellentes relations lient la Tunisie au FMI depuis les années 1980, au moment de la mise en place du PAS, le programme d'ajustement structurel, a soutenu Taoufik Baccar, Gouverneur de la Banque centrale. Cet échange de civilités, lors de la conférence de presse, donnée par l'hôte de la Tunisie, en présence de M. Baccar, survient au lendemain de la tenue à Tripoli de la quatrième réunion des pays du Maghreb arabe, à laquelle avait assisté M. Strauss-Kahn. Les sujets évoqués ont trait notamment à l'intégration maghrébine, à la crise financière internationale, au rôle des G7, G8 et G20 dans la gestion des politiques économiques, dans cette conjoncture délicate, au peu de représentativité de l'Afrique dans ces instances, à la relation entre le FMI et la Banque mondiale, à l'éventuelle restructuration de ces institutions internationales et aux relations bilatérales.

Le directeur général du FMI séjourne en Tunisie à l'occasion du cinquantenaire de la BCT : « Cette institution, un pilier de la gestion dynamique de l'économie tunisienne, a contribué à l'accélération de la croissance et à la stabilité économique. La crise financière très grave que connaît le monde requiert l'action claire et globale de tous nos pays ainsi qu'une coordination étroite des politiques conduites par chacun d'eux, et le rôle des banques centrales est à cet égard fondamental », a noté Dominique Strauss-Kahn dans le communiqué publié à l'issue de sa visite en Tunisie.

Son témoignage à propos de la politique économique de la Tunisie est éloquent : « Les politiques économiques mises en œuvre par les autorités et leur approche pragmatique des réformes structurelles ont produit des gains sensibles et la crise financière mondiale n'a pas eu d'impact financier direct sur la Tunisie. Dans l'immédiat, le défi principal est de limiter l'impact d'un ralentissement prévu de l'économie mondiale. A moyen terme, la création d'emplois et de la croissance du revenu seront déterminantes pour le relèvement du niveau de vie ».

M. Strauss-Kahn a encore dit que ses entretiens avec le Président Ben Ali et le Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie « ont confirmé que le programme de réforme de la Tunisie progressait à un rythme soutenu et que les perspectives du pays étaient favorables. J'ai félicité les autorités tunisiennes pour la création d'un comité qui suivra les impacts de la conjoncture économique et financière mondiale et prescrira des mesures pour en atténuer d'éventuels effets négatifs sur l'économie tunisienne ainsi que pour la célérité qui a caractérisé l'action de la Banque centrale de Tunisie dès l'apparition de la crise. J'ai noté la bonne poursuite du renforcement de la situation du secteur bancaire et encouragé les autorités à persévérer dans cette réforme hautement prioritaire, compte tenu de la libéralisation graduelle du compte de capital. J'ai félicité les autorités pour leurs efforts d'avancement de l'intégration régionale, qui pourrait potentiellement aider les pays du Maghreb à affronter l'adversité de l'environnement international actuel ».

Au cours de la conférence de presse, le Directeur général du FMI a longuement évoqué l'intégration maghrébine. Il a relevé trois projets majeurs qui sont de nature à faire progresser cette intégration, en réaffirmant le soutien total de l'institution multinationale dont il a la charge. Il a noté que l'action économique peut avancer indépendamment des divergences politiques. La perspective de la création d'une banque maghrébine de commerce extérieur est à même d'accélérer le processus d'intégration, tout comme le renforcement de l'infrastructure routière entre les pays du Maghreb et la relance de projets communs portés par des privés. Ces éléments sont d'un apport considérable pour la réalisation de l'intégration maghrébine. L'accélération de leur aboutissement. Mais le chemin est long. On est encore très loin du but et la volonté des pays est indispensable. L'intérêt que le FMI manifeste à cette intégration réside dans les perspectives qui s'offrent à la Tunisie en particulier et au Maghreb en général, dans le contexte de la crise. Pour le moment les pays maghrébins sont épargnés parce qu'ils ne sont pas complètement intégrés à la finance internationale.

Revenant encore une fois sur la situation économique en Tunisie, M. Strauss-Kahn a estimé que la politique monétaire de la Tunisie est sage et raisonnable. Concernant la convertibilité du dinar, il a fait remarquer que les choses allaient bien. Il faut que ça progresse. C'est le bon chemin. La Tunisie a opté pour l'ouverture économique, une ouverture maîtrisée et progressive.

S'agissant de la réunion du G20, le Directeur général du FMI a souligné le caractère historique de la première rencontre des pays détenant 80% du PIB mondial. Cette instance adaptée a décidé d'adopter une politique monétaire et budgétaire concertée. Elle a reconnu la nécessité de restructurer le secteur bancaire, en renforçant la supervision bancaire mondiale. Elle va reconsidérer, dans quatre mois, à Londres probablement, la gouvernance mondiale, dans un sens d'efficacité, de volonté de prendre des décisions concertées, des tâches de surveillance, de soutien financier, de formation.

M. Strauss-Kahn s'est dit favorable à une restructuration du FMI, à des réformes souhaitées par la majorité des pays. Créé en 1944, le Fonds ne s'intéressait au départ qu'à des problèmes de titres et de changes et doit s'adapter à d'autres actions bancaires, plus complexes et plus délicates. La prochaine réunion du G20 se penchera certainement sur la question et se prononcera en conséquence.

Le Gouverneur de la Banque centrale avait pris la parole au début de la conférence de presse. Il a souligné l'excellente relation qui prévaut entre la Tunisie et le FMI. La Tunisie a adhéré à toutes les actions du Fonds. Elle émet le souhait que les instances internationales réfléchissent à des mécanismes appropriés aux pays émergents, tout en réitérant le soutien de la Tunisie à toutes les initiatives du Fonds monétaire international.

M. Bacchar a promis de revenir sur les principaux sujets évoqués concernant la politique économique de la Tunisie et les perspectives pour 2009 au cours d'une prochaine conférence de presse.

**Source :Businessnews**